

APARTHEID URBAIN ET VIOLENCE EN AFRIQUE DU SUD : ~~Une~~ histoire en cours de révision

par

Marc-Antoine PEROUSE DE MONTCLOS¹

Malgré la relative stabilisation politique qu'a entraînée l'arrivée au pouvoir de la majorité noire en 1994, l'Afrique du Sud reste l'un des pays les plus violents du continent, en particulier dans des agglomérations comme Johannesburg, Durban et Le Cap. Avec, à l'échelle nationale, 61 meurtres pour 100 000 habitants en 1996, le taux d'homicides y est plus de dix fois supérieur à la moyenne mondiale. En effet, le démantèlement de la ségrégation n'a pas entraîné l'apaisement espéré par ceux qui attribuaient à l'apartheid tous les effets de la dislocation sociale en milieu citadin noir. La persistance d'un niveau de violence exceptionnel a donc conduit les Sud-africains à revisiter un passé colonial encore tout récent. L'entreprise, proche de la catharsis, a souvent été douloureuse, notamment lorsqu'il s'agissait de restituer les terres confisquées aux Noirs ou de révéler les crimes de l'apartheid, avec la commission Vérité et Réconciliation². Elle a également servi de prétexte pour expliquer les difficultés et les erreurs du gouvernement actuel, facilement imputées au legs d'un système raciste. Mais elle a eu aussi le mérite de s'affranchir des rigidités idéologiques qui avaient marqué la recherche en sciences sociales du temps de la lutte contre l'apartheid. De pair avec la démocratisation du pays, la libération de la parole a permis de renouveler une histoire longtemps centrée sur les seules formes de résistance à l'apartheid³.

Un premier résultat de ces nouvelles approches a été de "criminaliser" une violence sociale que les injustices de la ségrégation raciale avaient, en quelque sorte, légitimée par défaut en lui donnant une dimension politique. Des chercheurs ont vivement critiqué le romantisme des historiens qui avaient enjolivé la contribution du banditisme à la lutte contre l'apartheid⁴. On s'est aperçu que bien des gangs s'étaient formés sur une base ethnique et n'avaient en fait développé aucune vision "nationale" ou "politique". Bien au contraire, certains, pour étendre leur champ d'action, avaient servi d'informateurs à la police, qui les avait utilisés pour réprimer l'opposition "communiste"⁵. D'une manière générale, les analyses marxistes -selon lesquelles le vol était une forme primitive de

¹ Politologue de l'IRD.

Une version beaucoup plus longue de ce texte a été présentée à la Table ronde "Ecrire l'Histoire de l'Afrique autrement", organisée par le SEDET à l'Université Paris VII le 22 novembre 2001.

² En dépit de ses déboires, ladite Commission a témoigné d'un réel effort de mémoire collective et fait figure de modèle. Cf. Pons, Sophie [2000] : *Apartheid, l'aveu et le pardon*.

³ Voir en particulier Karis, Thomas *et al.* [1972-1997] : *From protest to challenge : a documentary history of African politics in South Africa, 1882-1990*, Stanford.

⁴ Goodhew, David [1993] : "The People's Police-Force : Communal Policing Initiatives in the Western Areas of Johannesburg, circa 1930-62", *Journal of Southern African Studies* vol. 19, n° 3, p. 469.

⁵ Voir, par exemple, le cas des Sotho de la bande des "Russians" dans la banlieue de Newclare à Johannesburg : Kynoch, Gary [2000] : "Politics and Violence in the "Russian Zone" : Conflict in Newclare South, 1950-57", *Journal of African History* vol. 41, n° 2, pp. 267-290.

protestation- ont été délaissées au profit d'une réévaluation de la violence dans les registres du droit commun¹.

Cette dernière n'a, pour autant, rien perdu de sa pertinence politique : les Blancs ont analysé sa recrudescence comme un reflet du relâchement de l'autorité de l'Etat, tandis que les Noirs la comprenaient comme le signe de faiblesse d'une démocratie naissante, quitte à ce qu'une majorité de la population soit favorable au rétablissement de la peine de mort et organise elle-même sa sécurité². Après les élections de 1999 et la promotion de deux Noirs aux plus hauts postes de responsabilités en la matière, avec Steve Tswete au Ministère de l'Intérieur et Jackie Selebi à la tête de la police (une première dans l'histoire de cette institution), les autorités ont eu, pour leur part, beau jeu d'arguer que le nombre de meurtres avait un peu diminué, passant de 26 832 en 1994 à 21 683 en 2000³. L'enjeu des statistiques de la criminalité est devenu si politique que, pour obtenir leur publication, la presse a récemment dû menacer de poursuivre en justice le Ministère de l'Intérieur au nom de la liberté d'accès à l'information !

Autre conséquence, la relecture de l'histoire urbaine de l'Afrique du Sud a provoqué une remise en perspective par rapport au reste du continent. Nombre de Sud-africains restent attachés à souligner l'originalité de l'apartheid, véritable "exclusivité mondiale". Mais la réintégration politique et diplomatique de l'Afrique du Sud dans la communauté internationale, à commencer par l'africaine, a normalisé le pays en diluant la spécificité de ses problèmes, désormais analogues à ceux de bien d'autres Etats en développement : corruption, immigration clandestine, Sida, insécurité, montée de l'islamisme, risque d'une personnalisation du pouvoir, crainte d'une dérive autoritaire, etc.

Plus important encore, la révision de l'historiographie sud-africaine a incité à prendre en compte les complexités de la réalité sociale. Les explications simplistes et monocausales de la violence ont été rejetées, qu'il s'agisse d'affrontement racial, de lutte des classes, de "sauvagerie africaine" ou des seuls effets de la ségrégation spatiale. Les tenants de la thèse culturaliste ont dû admettre que les conflits de l'Afrique du Sud ne se réduisaient pas à une confrontation entre Noirs et Blancs, pas plus qu'ils ne se résumaient à des antagonismes ethniques bouleversés par le brassage des populations en milieu urbain. Pareillement, les marxistes ont été amenés à repenser des analyses qui faisaient de la pauvreté le moteur central de la violence et qui, pour certaines, avaient pu se rapprocher des théories de darwinisme social en validant l'atavisme de l'agressivité du prolétaire des bidonvilles. Les spécialistes du développement urbain, enfin, ont été obligés de relativiser le rôle de la ségrégation au regard de l'explosion de criminalité qui a également marqué la croissance des agglomérations ailleurs dans le Tiers-monde.

Les sociologues, géographes et historiens, qui ont déjà abondamment étudié les conséquences de l'exode rural et du déracinement des migrants en ville (et pas seulement de la relégation des populations de couleur dans des townships), insistent à présent sur les dynamiques conflictuelles qu'alimentent les clivages et les dissensions internes aux communautés urbaines. Un tel effort d'analyse -et ce n'est sans doute pas un hasard- s'est accompagné d'une exploration plutôt heureuse des diversités d'une société multiculturelle et, partant, de l'affirmation identitaire de

¹ Pour une version moderne de la thèse marxiste, cf. Hobsbawm, E.J. [1972] : *Les bandits*, Paris. Pour une version sud-africaine, Pinnock, Don [1984] : "From Argie boys to skolly gangsters : the lumpenproletariat challenge of the street-corner armies in District 6, 1900-1951", in Saunders Christopher et al. (éd.) [1983-84] : *Studies in the history of Cape Town*, University of Cape Town, vol. 3, pp. 131-174.

² Shaw, Mark [1996] : "South Africa : crime in transition", *Terrorism and Political Violence* vol. 8, 4, p. 173.

³ Les guerres des taxis, qui ont culminé en 1993, semblent aussi s'être un peu apaisées. Mais si elles font moins de blessés, elles restent extrêmement meurtrières : la précision des tirs dénote sans doute une professionnalisation des tueurs à gages employés par les mafias se disputant le marché des transports publics. Cf. Schärf, Wilfried, Saban, Gaironesa & Hauck, Maria [2001] : "Local communities and crime : two experiences in partnership policing", in Steinberg, Jonny (éd.), *Crime Wave. The South African underworld and its foes*, Johannesburg, p. 136. En ce qui concerne les autres activités criminelles, du vol à main armée au cambriolage, l'augmentation des chiffres, insiste le gouvernement, doit beaucoup à l'amélioration d'une police qui couvre mieux le terrain parce qu'elle est en train de se démocratiser et de regagner la confiance de la population. Les spécialistes rappellent aussi qu'à partir de 1994, la réintégration des *homelands* (44 % de la population sud-africaine) a contribué à la hausse de la criminalité enregistrée dans l'appareil statistique national.

communautés qui, autrefois victimes de discrimination, ont regagné une certaine fierté en allant à la découverte de leur histoire.

I – DE L'AFFRONTLEMENT RACIAL AU CONFLIT ETHNIQUE

Pendant longtemps, les études traitant de l'apartheid se sont focalisées sur des questions raciales envisagées sous divers angles : biologique, anthropométrique, génétique, psychologique, culturel, structurel, écologique, géographique, administratif, économique, folklorique...¹ Les conflits ont souvent été réduits à un affrontement entre Noirs et Blancs. Les acteurs politiques eux-mêmes ont participé de ce processus, et pas seulement les autorités chargées de mettre en œuvre et de justifier le grand chantier de la ségrégation raciale. Les extrémistes du PAC (Pan-Africanist Congress), qui affichaient des positions franchement racistes, ont ouvertement demandé l'expulsion des Blancs. En dépit d'un discours plus réconciliateur, l'ANC (African National Congress) a également pu revendiquer le "retour" de l'Afrique du Sud à ses premiers habitants lorsque l'organisation a dû entrer dans la clandestinité, au début des années 1960, et s'est résolue à s'engager dans la voie de la lutte armée. Connue pour sa modération, Nelson Mandela en personne disait appréhender "le spectre d'une Afrique du Sud divisée en deux camps hostiles, les Noirs d'un côté et les Blancs de l'autre, prêts à s'entre-tuer."²

Pourtant, Indiens et Métis ont aussi participé aux événements. Des violences ont directement mis aux prises les Noirs et les Indiens. En 1985, par exemple, éclataient près de Durban de sanglantes émeutes dans la gigantesque zone informelle d>Inanda, où les Indiens -dont Gandhi- avaient commencé à empiéter sur les terres des Noirs au début du XX^e siècle³. Les affiliations politiques, en outre, n'ont pas toujours été complètement figées sur la base d'oppositions raciales. Des Blancs ont pris part à la lutte armée au début des années 1960. Certains sont entrés dans l'ANC, d'autres ont même adhéré au PAC, ceci sans parler de la présence historiquement déterminante des Européens au sein du parti communiste. La décomposition progressive du régime d'apartheid devait ensuite faciliter le mélange des genres, notamment lorsque, à la fin des années 1980, l'UDF (United Democratic Front) prit le relais, en Afrique du Sud, de l'ANC en exil. Aujourd'hui, la construction de véritables partis "mixtes" reste à faire. Mais le NP (National Party), autrefois au pouvoir, n'est plus exclusivement blanc et compte un bon nombre de Métis dans ses rangs. On a également vu les dissidents des grandes formations politiques se rassembler au sein de petits partis comme l'United Democratic Movement.

Il serait de toute façon trompeur d'imaginer des communautés raciales homogènes et consensuelles. Les Blancs, par exemple, ne constituent pas un bloc monolithique. Les tensions entre les Afrikaners du cru et les colons britanniques sont de notoriété publique. Des différences de statut social jouent aussi à l'encontre des migrants européens arrivés plus récemment, tels les Portugais (l'indépendance du Mozambique et de l'Angola, en 1975, a précipité les Portugais d'Afrique australe vers le pays de l'apartheid, tout comme les Rhodésiens à celle du Zimbabwe, en 1980). Le nombre de Portugais vivant en Afrique du Sud est passé de 4 000 en 1960 à plus de 45 000 en 1980. Forte d'environ un demi-million de membres (selon des estimations sans doute exagérées), la communauté portugaise est aujourd'hui l'une des plus importantes, et aussi l'une des plus méprisées.

Les autres communautés blanches ne sont pas non plus restées insensibles à l'évolution de la situation politique, et leur approche des relations raciales s'en est ressentie. D'une manière générale, ces questions obsèdent beaucoup moins les Sud-africains de toutes origines, qui, d'après un récent sondage, les ont classées au neuvième rang de leurs préoccupations, après le chômage, la criminalité, la crise du logement, le Sida et l'accès à l'eau, à l'électricité ou aux soins de santé⁴... De la part des

¹ Banton, Michael [1983] : *Racial and Ethnic Competition*, Cambridge.

² Cité in Johns, Sheridan & Davis, Hunt (éd.) [1991] : *Mandela, Tambo, and the African National Congress : the struggle against apartheid, 1948-1990, a documentary survey*, New York, p. 218.

³ En 1936, la majorité de la population d>Inanda était devenue indienne. Au sortir de la seconde guerre mondiale, Inanda représentait la deuxième plus grosse concentration d'Indiens du Natal après Durban. Cf. Hugues, Heather [1996] : "The City Closes In : The Incorporation of Inanda Into Metropolitan Durban", in Maylam, Paul & Edwards, Iain (éd.) : *The People's City : African Life in Twentieth-Century Durban*, Pietermaritzburg, pp. 299-309.

⁴ Schlemmer, Lawrence [2001] : *Race Relations and Racism in Everyday Life*, Johannesburg.

Blancs, l'arrivée au pouvoir de la majorité noire n'a, en tout cas, pas entraîné l'exode massif qu'avaient annoncé les prophètes de malheur.

Indéniablement, la normalisation de l'Afrique du Sud après 1994 a beaucoup contribué à apaiser les tensions raciales. Le discours des gouvernements Mandela puis Mbeki sur la "nation arc-en-ciel" a pris le pas sur la crainte du "péril noir" ou "communiste" que les dirigeants de l'apartheid brandissaient naguère. La politique de rattrapage social et de discrimination positive a tenté de favoriser le rapprochement des races : la fonction publique, qui était à 87 % blanche en 1994, est devenue à 79 % noire en l'espace de trois ans, même si les postes de responsabilité ont continué d'être dominés par les employés de l'ancien régime.

Les mots d'ordre sur la réconciliation se sont également accompagnés d'une redécouverte de l'histoire "africaine" du pays, désormais officialisée dans les manuels scolaires ou les salles des musées. Une nouvelle toponymie administrative est venue entériner cette consécration : alors que Pretoria est censée prendre le nom de Tshwane, Krugersdorp (petite ville minière des environs de Johannesburg qui faisait référence au père du nationalisme afrikaner, Paul Kruger) a été rebaptisée Mogale City en l'honneur d'un chef tswana. L'Afrique du Sud a ainsi suivi le chemin des États africains qui, après les Indépendances, avaient cherché à se démarquer du colonisateur et à retrouver leur "authenticité" africaine en changeant leur nom, comme le Ghana, le Mali ou le Zaïre.

Du temps de l'apartheid, seules les townships noires évoquaient un passé africain, à l'instar de quartiers de Soweto comme Molapo ou Mapetla (des lignages sotho), Zondi ou Dhlamini (des tribus nguni), Mofolo (un historien du roi Chaka), Moletsane (un chef du XIX^e siècle)... Depuis 1994, ces appellations ont été en quelque sorte institutionnalisées. Tandis que l'épopée de la conquête coloniale et du Grand Trek perdait de sa grandeur officielle, d'autres pans de l'histoire sud-africaine étaient ainsi réhabilités, au risque de mettre en évidence la diversité de communautés noires dont les théoriciens de l'apartheid avaient souligné les différenciations culturelles pour justifier la création de *homelands* ethniques sous prétexte de protéger les minorités. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'anthropologie coloniale des facteurs de la violence a souvent servi à démontrer que les Noirs étaient incapables de se gouverner par eux-mêmes, et que certains groupes ethniques étaient plus particulièrement belliqueux.

II – LES LIMITES DU CULTURALISME

De ce point de vue, l'attention s'est beaucoup portée sur les Zoulou du KwaZulu-Natal, dernière province où fut levé l'état d'urgence du temps de l'apartheid, et également la première où celui-ci fut rétabli après les élections de 1994. Au regard de l'expansion de l'empire du roi Chaka dans la première moitié du XIX^e siècle, puis des défaites infligées à l'armée britannique, les Zoulou ont acquis la réputation d'être de valeureux guerriers (*amabutho*), organisés en régiments (*impi*)¹. Leur stratification sociale en clans et en classes d'âge a évoqué une structure quasi-militaire et disciplinaire, voire castée si l'on en juge d'après le caractère fermé de certaines de leurs catégories professionnelles, tels les forgerons, les guérisseurs ou les faiseurs de pluie. La rigidité d'une éducation initiatique a complété le tableau.

Tirant une grande fierté de leur passé glorieux, les Zoulou eux-mêmes ont accentué le trait. Centré sur le KwaZulu rural, le parti Inkatha du chef Buthelezi a été un mouvement typiquement ethnique, qui a voulu mobiliser la "grande nation" zoulou en y incluant jusqu'à ses voisins assimilés par les conquêtes de Chaka. La vocation nationale d'un parti qui avait d'abord prétendu relayer pacifiquement les efforts de l'ANC en exil n'a bientôt plus trompé personne. Buthelezi, qui s'était présenté comme l'avocat des minorités, n'a en fait défendu que les seuls Zoulou. Les partisans de l'Inkatha en dehors du KwaZulu-Natal ont tous été des Zoulou, la plupart dans des foyers de travailleurs célibataires, les *hostels*, qui ont catalysé les différences ethniques en milieu urbain lorsqu'ils ont été attaqués par les partisans de l'ANC.

¹ Coquerel, Paul [1989] : "Les Zulu dans l'Afrique du Sud contemporaine : ethnicité et lutte de libération", in Chrétien, J.-P. & Prunier, G. (éd.) : *Les ethnies ont une histoire*, Paris, pp. 417-25. Voir aussi Bryant, A.T. [1949] : *The Zulu People as They Were Before the White Man Came*, Pietermaritzburg.

De telles affiliations territoriales, conjuguées aux vendettas des cycles de vengeance, ont indéniablement attisé les rivalités ethniques. Forme bien particulière d'habitat urbain, les *hostels* ont effectivement témoigné d'une spécificité culturelle : des attaches plus fortes à la terre et à la tradition, un passé de résistance militaire à la colonisation, puis à la modernité. Cette concentration des Zoulou dans des foyers de travailleurs a facilité les repérages ethniques et contribué à créer une culture de camp retranché face à l'hostilité déclarée de l'ANC. Bien des ménages zoulou vivant en dehors des *hostels* ont dû se résoudre à rejoindre ces cités devenues forteresses. En échange de sa logistique et de sa protection, l'Inkatha s'est ainsi bâti une base électorale dans des milieux urbains éloignés de la terre ancestrale des migrants. La compétition avec l'ANC s'est directement greffée sur des antagonismes ethniques et régionaux, les réseaux traditionnels prenant le relais de convictions politiques plutôt ténues à la base. Les procédures de solidarité ont renforcé les affiliations tribales, souvent pour le pire, car les affrontements de masses ont banalisé l'usage de la violence du fait que les belligérants n'avaient même plus besoin de connaître leurs ennemis personnellement¹.

Néanmoins, il serait extrêmement réducteur d'imputer tous les conflits d'Afrique du Sud à la virulence des confrontations d'ordre ethnique. Tirant parti de ce que la quasi-totalité des affrontements des années 1990 a opposé des Noirs entre eux, et non des Blancs, les partisans des thèses culturalistes ont complètement négligé les autres facteurs de violence, à commencer par les services de sécurité de l'apartheid, qui ont délibérément armé et dressé des communautés les unes contre les autres afin de diviser pour mieux régner. C'est essentiellement le pouvoir qui a essayé de figer les identités ethniques, confinées dans des *homelands* "nationaux" ou des townships comme Soshanguve (au nord de Johannesburg), où habitaient des Sotho, des Shangaan, des Nguni et des Venda - d'où son nom en forme d'acronyme.

Axée sur le maintien de l'ordre socio-politique et non sur la lutte contre la criminalité, la police n'a pas non plus été pour rien dans l'explosion du banditisme armé dans les zones noires. Fondamentalement, son objectif était de contenir le "péril noir" et de l'empêcher d'embraser les zones blanches². De ce fait, les effectifs des forces de l'ordre étaient -toutes proportions gardées- moins nombreux dans les townships noirs que dans les quartiers blancs. De même, la justice se préoccupait moins de combattre la criminalité en milieu noir que de contrôler les relations raciales. Le premier Blanc à avoir été condamné à mort en Afrique du Sud, en 1853, a été pendu pour avoir tué son neveu alors qu'il était en état d'ivresse. La même année, un Noir écopait de seulement cinq ans de travaux d'utilité publique pour avoir massacré sa femme avec une hache, et ceci au nom du respect des lois coutumières ! On peut imaginer ce qu'il en a été lorsqu'il s'agissait de juger un crime interracial : aussi tard qu'en 1995, un Blanc était condamné à une peine bénigne pour avoir tué "en état de légitime défense" un ouvrier noir qui venait d'assassiner son chien !

D'une manière générale, la théorie ethnique résiste mal à une analyse un peu fine de la violence. Les victimes de chaque camp ont pu être "mélangées" du point de vue de leur identité tribale ; des querelles de personnes ont également interféré, ce qui a valu à l'Inkatha, par exemple, de perdre son secrétaire général, assassiné. En milieu urbain plus particulièrement, la thèse ethnique a été contrecarrée par des oppositions entre citadins des townships et migrants ruraux des bidonvilles ou des foyers de travailleurs, entre "*insiders*" et "*outsiders*", entre les Noirs qui avaient le droit de résider en zone blanche et ceux qui ne l'avaient pas³. Si les batailles de rues n'ont pas toujours mis aux prises des squatters et des propriétaires, les bidonvilles qui se sont déchirés à propos des rares richesses disponibles ont révélé des lignes de divisions entre nouveaux venus et anciens, alors qu'ils étaient homogènes sur le plan ethnique. L'ANC a connu de nombreux conflits entre les militants de l'intérieur, réunis au sein de comités de citoyens (les *civics*), et les professionnels de la lutte armée (les guérilleros du MK) qui, revenus d'exil, ont voulu prendre les townships en main.

En outre, des conflits de générations ont parfois contredit les affiliations lignagères. Les jeunes Zoulou urbanisés du Natal ont souvent penché vers l'ANC par rejet de l'autorité des Anciens

¹ Lauer, Robert [1989] : *Social Problems and the Quality of Life*, Dubuque, p. 204.

² Sur les travers de la police de l'apartheid, voir Mathews, M.L., Heymann, Ph.B. & Mathews, A.S. (éd.) [1993] : *Policing the conflict in South Africa*, Gainesville.

³ Bekker, Simon (éd.) [1992] : "Capturing the event. Conflict Trends in the Natal region, 1986-1992", *Indicator South Africa*, n° spécial, p. 33.

et refus de la pensée conservatrice de l'Inkatha. A Durban, par exemple, les *civics* de Lamontville étaient proches de l'ANC. Organisés au sein d'un *Joint Rent Action Committee*, ils se sont opposés à l'Inkatha, qui voulait incorporer la *township* dans son fief rural et traditionaliste du KwaZulu. En 1983, le meurtre du leader de la protestation, commandité par le président du conseil communal de Ningizimu, a provoqué de graves affrontements.

Pareille dichotomie entre des villes jeunes et des campagnes plus âgées est reparue tout aussi nettement dans le Natal lors des élections de 1994. Le vote ANC a été nettement urbain : 53,1 % des suffrages à Pietermaritzburg, 46,9 % à Durban. Le détail des votes à l'intérieur de la région métropolitaine de Durban confirme un tel clivage, cette fois entre la ville formelle et les bidonvilles semi-ruraux de la périphérie nord. En ville, l'ANC l'emporte par 46 % contre 16 % pour l'Inkatha et 30 % pour le NP (le parti des Blancs, soutenu par les Indiens). Dans la seconde zone, l'Inkatha a obtenu 35 % contre 28 % à l'ANC et 31 % au NP¹.

III – LES ANALYSES ECONOMIQUES A L'AUNE DE LA LUTTE DES CLASSES

De fait, les brassages urbains ont beaucoup dilué les affiliations lignagères et le poids de la tradition rurale. Opposée aux théories ethniques, l'école de pensée marxisante a insisté sur les facteurs structurels et économiques de la violence. Du milieu citadin, en effet, a émergé un prolétariat noir laissant croire à certains que les affrontements raciaux recoupaient une lutte des classes, notamment dans des fiefs industriels comme Johannesburg, la "ville de l'or" fondée sur l'exploitation des gisements aurifères à partir de 1886, ou Durban, le plus gros port du pays. Le secteur minier, très syndiqué, a également développé une culture trans-ethnique autour d'une langue hybride, le *fanagalo*².

Cependant, la théorie de l'exploitation du prolétariat noir par le patronat blanc a eu pour défaut de négliger les tensions sociales à l'intérieur des ensembles raciaux, par exemple entre ouvriers et grand capital afrikaners, ou entre locataires et propriétaires dans les *townships*³. Le recours à la force n'a pas fait l'unanimité de la classe dominante, ainsi qu'en témoignent, sur la scène politique blanche, les divergences des conservateurs et des libéraux à propos de la police, les uns la trouvant trop laxiste, les autres trop brutale⁴. Les services de répression, pour leur part, ont chacun suivi leurs propres stratégies, parfois jusqu'à la "guerre de services".

Le grand chantier urbain de l'apartheid n'a certainement pas été une entreprise monolithique. Au contraire, la ségrégation raciale et les déplacements de populations qui en ont résulté ont révélé des intérêts fort différents. Ainsi à Durban, l'administration et les colons étaient d'accord que seuls les Noirs employés par des Blancs auraient le droit de rester en ville. Au-delà, les raisonnements divergeaient. Les autorités se dirent d'abord favorables à des foyers de travailleurs célibataires, qui devaient empêcher l'enracinement urbain des familles africaines. Désireux de fixer une main-d'œuvre trop instable, les industriels et les commerçants, au contraire, souhaitaient plutôt le développement de quartiers noirs, tandis que les missions chrétiennes étaient opposées à la dislocation des familles. Il fallut attendre les émeutes de 1929 pour que l'administration prenne conscience du danger des populations dites "flottantes" : la commission chargée d'enquêter sur les troubles préconisa alors la construction de logements sociaux. En 1931, la municipalité acquit à cette fin un lotissement qui avait l'avantage de jouxter la zone industrielle et qui prit le nom du maire de Durban à l'époque, le révérend A. Lamont⁵. Mais le développement de Lamontville devait ensuite laisser apparaître des tensions entre l'administration locale et le gouvernement central à propos du financement des logements, dont la majeure partie revint finalement à l'Etat.

¹ Cf. Johnson, R.W. & Schlemmer, L. (éd.) [1996] : *Launching Democracy in South Africa : The First Open Election, April 1994*, New Haven, pp. 316-317.

² Cole, D.T. [1953] : "Fanagalo and the Bantu Languages in South Africa", *African Studies* vol. 12, n° 1, pp. 1-9.

³ Adam, Heribert [juin 1983] : "Outside Influence on South Africa : Afrikanerdom in Disarray", *Journal of Modern African Studies* vol. 21, n° 2, pp. 235-252.

⁴ Weitzer, R. [1991] : "Elite Conflicts Over Policing in South Africa, 1980-90", *Policing & society* vol. 1, 4.

⁵ Torr, Louise [1996] : "Lamontville, a History, 1930-60", in Maylam, Paul & Edwards, Iain (éd.), *The People's City : African Life in Twentieth-Century Durban*, Pietermaritzburg, pp. 245-73.

La ville du Cap a suivi un cheminement comparable. Face aux pressions électorales des Métis (qui ont conservé un droit de vote local jusqu'en 1971) et des petits propriétaires ou commerçants blancs, qui avaient de gros intérêts dans les quartiers promis à la démolition, le conseil municipal n'a pas caché son opposition à la destruction des taudis du centre-ville¹. Le clivage, en l'occurrence, a opposé l'Etat à la municipalité, qui ne voulait pas prendre en charge le relogement des populations déplacées par les bulldozers de l'apartheid. Il a également mis en évidence de graves contradictions au sein du grand capital : face aux "marchands de sommeil" favorables à un entassement des populations de couleur dans des taudis insalubres, les industriels se plaignaient de la hausse des loyers, qui avait des répercussions sur les revendications salariales, et de la santé de leur main-d'œuvre, confrontée au risque des épidémies. Les lobbies industriels s'insurgèrent à leur tour lorsque le gouvernement tenta, vainement, de leur faire financer les logements sociaux à la périphérie de la ville.

L'apartheid s'avère avoir été beaucoup plus complexe qu'une simple affaire de répression des masses africaines au bénéfice du patronat blanc. Le système a surtout perduré grâce aux interdépendances économiques et aux communautés d'intérêts entre différents groupes raciaux². Les Métis, en particulier, ont longtemps occupé les strates supérieures de la bourgeoisie noire, à tel point que, selon des sondages, la moitié des Afrikaners les considéraient comme une sorte de Blancs "à titre honoraire"³. L'analyse économique contredit largement les explications marxistes de la ségrégation raciale sur la seule base d'une exploitation du prolétariat noir. Le coût du relogement des populations déplacées, le financement des forces de répression et les journées de travail perdues à cause des grèves de protestation ont fini par l'emporter sur les avantages supposés de l'apartheid, à tel point que les milieux d'affaires blancs ont été parmi les premiers à s'engager en faveur de négociations avec l'ANC.

De fait, la lourdeur du système a été contre-productive sur le plan économique, privant le pays de la majeure partie de son marché intérieur et démultipliant les dépenses gouvernementales par autant de groupes raciaux, "Etats nationaux" et autres bantoustans autonomes. Au milieu des années 1980, il existait quinze Ministères de l'Education ! Gérées par les Affaires étrangères ou par le Ministère du Développement et de la Coopération, les bureaucraties parasitaires des bantoustans devaient être soutenues à bout de bras et grevaient 9 % du budget de l'Etat⁴. L'hypertrophie de leurs administrations montra toute sa mesure lorsqu'il a fallu les absorber dans une fonction publique qui, au niveau national, a employé jusqu'à deux millions de personnes, dont 50 000 travailleurs "fantômes" et identifiés comme tels lors d'un audit en 1996.

Rétrospectivement, il apparaît clairement que la motivation profonde de l'apartheid n'a pas suivi une logique économique. Les explications de la violence centrées sur la pauvreté et les inégalités sociales n'en ont pas moins perduré après 1994, car la ségrégation raciale a paru se reproduire sous la forme d'une division de classes. La normalisation politique du pays n'a pas permis de sortir d'une crise économique amorcée avec le déclin de l'apartheid. Face à l'insécurité ambiante et à l'étatisation d'une économie où les dépenses du secteur public représentaient près de 20 % du produit intérieur brut, les investissements n'ont pas beaucoup repris, malgré la levée des dernières sanctions qui frappaient encore l'Afrique du Sud fin 1993. La détérioration continue de la situation économique a accentué les clivages sociaux et alimenté le chômage, qui concerne désormais 40 % de la population active. Par tête d'habitant, l'économie n'a pas connu de croissance réelle depuis 1964, et il n'y a pas eu de création nette d'emplois depuis la deuxième moitié des années 1980 ! A ceci se sont ajoutées d'importantes disparités de revenus qui ont fait de la société sud-africaine une des plus inégalitaires du monde développé⁵. En milieu urbain, un des aspects les

¹ Pinnock, Don [1992] : "Blueprints of a garrison city", in James, W.G. & Simons, M. (éd.), *Class, Caste, and Colour : A Social and Economic History of the South African Western Cape*, New Brunswick, pp. 150-168.

² Wilson, Monica & Thompson, Leonard [1971] : *The Oxford History of South Africa*, Londres, vol. 2, p. 470-471.

³ Adam, Heribert & Giliomee, Hermann [1979] : *Ethnic Power Mobilized : Can South Africa Change ?* New Haven, p. 125.

⁴ Darbon, Dominique [1987] : *Afrique du Sud, la fin des certitudes*, Talence, CEAN, Trav. et Doc. 13, p. 20.

⁵ Ginsberg, Anthony [1998] : *South's Africa Future : From Crisis to Prosperity*, Londres.

plus frappants et les plus visibles en a été l'explosion des bidonvilles et l'apparition de jeunes sans abri, de pair avec l'aggravation de la délinquance juvénile¹.

Pourtant, la pauvreté n'explique pas seule la montée de la criminalité : bien des actes violents ne relèvent pas du vol par nécessité et ne rapportent a priori aucun bénéfice². En fait, le banditisme et son style de vie ostentatoire exercent sur la jeunesse une forte attraction sous la forme d'un mode d'initiation à l'âge adulte. La délinquance ne constitue pas ici un palliatif au chômage et à l'oisiveté : à rémunération égale, note un spécialiste³, bien des membres des gangs préfèrent leurs activités criminelles à un travail régulier. Bien des éléments incitent à relativiser le rôle de la pauvreté dans la production de violence. D'abord parce que les communautés les plus pauvres ne sont pas forcément les plus criminelles. Qui plus est, la violence a pris toute son ampleur au moment où le statut socio-professionnel des Noirs commençait à s'améliorer. Désormais, le pouvoir d'achat global des Noirs a dépassé celui des Blancs, et la politique du gouvernement post-apartheid a clairement visé à combler les inégalités : depuis 1994, le rythme de construction des logements sociaux a été multiplié par vingt (200 000 nouvelles unités en 1997), la Compagnie d'électricité a réalisé 2,5 millions de connexions supplémentaires⁴.

IV – HISTOIRES DE GANGSTERS

A l'évidence, d'autres facteurs sont intervenus dans l'explosion de la violence criminelle, en particulier en ville. L'origine du banditisme armé en Afrique du Sud se trouve pour une bonne part dans le déracinement urbain et la ségrégation raciale, qui ont divisé des familles entières, désintégrant ainsi le contrôle social dans les ghettos noirs. La précocité, l'élaboration complexe et l'organisation à l'américaine du gangstérisme sud-africain sont frappantes par rapport aux phénomènes de délinquance juvénile qui affligent les autres villes d'Afrique noire. Or elles doivent beaucoup à l'urbanisme d'une ville blanche peu avenante, même pour les populations européennes. Les townships grandissent en effet avec les gangsters. Dès les années 1930 apparaissent des bandes de *skollies* au Cap, de *funanis* à Pretoria et de *malalapipes* à Johannesburg (des gosses de la rue dont le nom - "*pipes*" - provient des gros tuyaux de chantier dans lesquels ils trouvaient refuge et dormaient la nuit). Initialement formés de petits voleurs à la tire, ces groupements se structurent bientôt, se hiérarchisent et s'ancrent dans leur territoire, à l'instar du gang des "Tuta Rangers" à Alexandra ou de "Nsibanyoni" et du "Board" à Orlando, deux des plus vieilles townships noires de Johannesburg.

Plus subtil que son pendant rural des bandes *amalaita* du pays sotho, *indlavini* du terroir pondo ou *abagqafi* de la tradition zoulou, le *clever* des villes est *streetwise* : "futé", il connaît le "code de la rue" et se distingue du *moegoe*, le "péquenot" de la campagne. Dans les villes du Rand, son enracinement urbain se traduit par le développement d'un argot spécifique, qui sert de langage secret : d'abord le *shalambombo*, un mélange de xhosa et de zoulou qui fait référence à des stratégies "d'évitement" (*shala*) et de "couverture" (*mbo-mbo*), puis le *flaaitaal*, qui dérive de l'afrikaans, et enfin le *tsotsitaal*, qui l'emporte sur les deux autres à partir des années 1940.

La période précédant l'application de l'apartheid "pur et dur", à partir de 1948, confirme l'émergence de la figure du *tsotsi*, qui, avant de devenir un criminel endurci, désigne initialement un zazou un peu voyou, à l'image, plus tard, du dandy *ivy* ou *cat* de Soweto. On note alors une recrudescence des bandes dites *rasj*, un terme tiré du mot "ranch" parce que leurs membres sont très amateurs de films de cow-boys. Dans la banlieue de Johannesburg, on recense une bonne centaine de formations de ce genre entre 1940 et 1960, parmi lesquelles les "Americans" et les "Black Caps" de Sophiatown, les "XY" de Newclare, les "Apaches", les "Berlins" et les "Boom Towns" d'Orlando, les "Red Knife Boys" et les "Spoilers" d'Alexandra, les "Black Swines", les "Pirates" et les

¹ Reynolds, P. [1989] : *Childhood in Crossroads : cognition and society in South Africa*, Le Cap, David Philip ; Swart, J.M. [1989] : *Malunde : the street children of Hillbrow*, Johannesburg.

² Midgley, Rob & Wood, Geoffrey [automne 1996] : "Community Policing in Transition : Attitudes and Perceptions from South Africa's Eastern Cape Province", *Low Intensity Conflict & Law Enforcement* vol. 5, n° 2, pp. 165-181.

³ Glaser, Clive [2000] : *Bo-Tsotsi : the youth gangs of Soweto, 1935-1976*, Oxford, p. 190.

⁴ Bouillon, Antoine [1998] : "Les défis de Thabo Mbeki", *Politique internationale* n° 79, p. 413.

"Terrors" de Jabavu, etc.¹ Les noms provocateurs de ces gangs évoquent une sous-culture *underground* et rebelle qui s'affiche contre *l'establishment*, soit du côté des vaincus, en l'occurrence les nazis avec les "Gestapo" ou les "Germans", soit du côté du diable, avec les "Satan Boys" ou les "Gas Devils", soit encore du côté de la marginalité sociale, de la violence et de la paresse revendiquées, avec les "Dead End Kids" ou les "Benzine Boys" (qui mettent le feu à leurs victimes avec de l'essence).

A partir des années 1960, cependant, les rafles de la police, le départ en exil des mouvements de résistance et la dislocation sociale résultant de l'expulsion des Noirs à la périphérie des villes blanches viennent casser l'enracinement de tels gangs. Ceux-ci peinent à se reconstituer dans les nouvelles townships comme Soweto, et cèdent la place à des bandes d'un nouveau genre, moins cohérentes, moins stylées, mais non moins violentes. Le déracinement lié au repositionnement forcé de la population dans des zones noires provoque certains clivages, par exemple entre les *ndofaya* originaires des vieilles townships du centre de Johannesburg, qui parlent le *tsotsitaal* à base d'afrikaans, et les "*Kalkoene*" de Soweto, qui gloussent comme des "dindons" -d'où leur surnom- et pratiquent un langage, le *scamtho*, issu du zoulou. Les vieux gangs du centre-ville de Johannesburg ont d'ailleurs moins bien résisté à leur déménagement vers Soweto que les bandes du Cap, plus soudées par des liens familiaux, qui sont parvenues à se reproduire presque intactes en banlieue².

A Soweto, on assiste alors à un fort marquage territorial de gangs comme les "Green Berets" et les "Top Ganda Eleven" de Jabavu, les "Quarters" et les "Young Apudis" de Moroka, les "Eleven Boys" et les "Slagspaal" de Zola, les "Hellions" ou les "Kwaitos" d'Orlando, les "Vikings" (ou "Vice Kings") de Dlamini, etc. Des affrontements récurrents à coups de couteaux reconfigurent régulièrement les limites de l'influence des uns et des autres. A mesure que Soweto se développe et devient une véritable ville en soi, le nombre de ces bandes passe, en une décennie, de dix à plus d'une cinquantaine, avec de nouveaux venus comme les "Barnabas" et les "Eagles" à Orlando, les "Jaws", les "Hyenas", les "Mongols" et les "Biafras" de Diepkloof, les "Black Power", les "Come Softly", les "Hong Kongs", les "Christians" de Meadowlands, les "Bandidos" de Jabavu, les "X5" et les "Dirty Dozen" de Pimville, les "Dirty Dogs" et les "War Killers" de Senoane, les "Sleep Outs" de Moroka, les "Judas" de Naledi, et bien d'autres encore...

La révolte scolaire de juin 1976 bouleverse alors la situation. En effet, les luttes politiques, en s'engageant dans une stratégie de confrontation physique avec les représentants du pouvoir, relèguent en quelque sorte les gangs à l'arrière-plan du champ de la violence publique, qui avait été jusque-là leur apanage. Les domaines de l'action politique et de la criminalité se chevauchent et rendent les distinctions difficiles ; les gangsters mettent leurs activités sur le compte de leur opposition à l'apartheid, tandis que la tactique "d'ingouvernabilité" des *comrades*, les militants de l'ANC, dérive vers le racket, le règlement de comptes, la prédation et le pillage. La confusion des genres produit ce qu'on appelle, pendant la période d'état d'urgence, au milieu des années 1980, le *com-tsotsi*, mélange de *comrade* et de *tsotsi*, d'agit-prop et de bandit. L'amalgame n'est évidemment pas pour déplaire aux autorités qui, pour leur part, contribuent à criminaliser la lutte politique en la réduisant à du simple terrorisme et en assimilant systématiquement à de la violence les actions collectives des contestataires.

Les deux phénomènes concomitants de criminalisation du politique et de politisation du crime interfèrent. D'une part, le sentiment de vide politique et de remise en cause de l'autorité, allié à la mauvaise conscience grandissante d'une partie de la communauté blanche et aux manœuvres suspectes des forces de sécurité, laisse le champ libre aux bandits de toutes sortes, qui agissent sous couvert de la lutte de libération. D'autre part, la stratégie d'ingouvernabilité de l'ANC en exil donne des vertus politiques à toute forme de rébellion, masquant la dislocation du contrôle social en milieu noir urbain. En réalité, les attaques contre les quartiers blancs ne sont pas politiques mais criminelles, parce que c'est là que se concentrent les richesses. La dégénérescence en émeutes des manifestations politiques doit autant à la brutalité des forces de la répression qu'à la récupération des

¹ Glaser, Clive [2000] : *op. cit.*, p. 59.

² Glaser, Clive [2000] : *op. cit.*, p. 112.

événements par de jeunes "casseurs"¹. A mesure que les partisans de l'apartheid perdent du terrain, la recomposition politique du pays met à nu de vulgaires luttes pour le pouvoir et pour les ressources. Les troubles permettent la montée en puissance des "seigneurs de la guerre", les *warlords* qui, dans les camps de squatters, ont généralement conquis de haute lutte leur pouvoir local en occupant des terres vacantes et en "militarisant" la fonction traditionnelle de mobilisation de l'*induna* (chef de clan). Entrent également en scène des bandes de jeunes désœuvrés, "nervis de la guerre" prêts à se mettre au service du plus offrant, quitte à ce que la force de l'âge bénéficie finalement aux Anciens.

L'explosion de violence, criminelle aussi bien que politique, connaît ainsi son apogée au début des années 1990. De pair avec l'ouverture internationale de l'Afrique du Sud et un afflux d'armes en provenance des pays voisins en guerre, la pègre se professionnalise. Désormais, les bandes de jeunes délinquants, comme les *aboskroef* (les "enfoirés") ou les *jackrollers* ("ceux qui kidnappent et violent les passant(e)s") de Soweto côtoient des gangs professionnels et spécialisés, les *schemes*, qui, de mèche avec des syndicats de receleurs, organisent à grande échelle les trafics de voitures volées, d'armes de contrebande, de drogues (essentiellement le Mandrax et la *dagga*, version locale du cannabis), de fausse monnaie, d'or et de pierres précieuses, de tabac, d'alcool ou d'êtres humains (de la prostitution au passage des immigrants clandestins). Cependant, ces gangs, sous la houlette de *big bosses*, les *makulu baas*, n'ont pas encore atteint l'ampleur et le degré d'élaboration des mafias italo-américaines, des yakusa japonais ou des cartels colombiens, véritables entreprises qui ont diversifié leurs activités et emploient des hommes de mains à plein temps². En dépit de ses connexions internationales nouvelles, le gangstérisme sud-africain continue d'être profondément enraciné dans son terroir urbain, ce qui oblige les analystes à revenir sur le mode de production criminelle de la vie citadine.

V – VILLE DE SEGREGATION ET DESINTEGRATION DU CONTROLE SOCIAL

Jusqu'alors, les spécialistes du développement urbain avaient surtout insisté sur les spécificités de la ségrégation raciale en Afrique du Sud. Idéalisant quelque peu la culture citadine des Noirs avant l'arrivée au pouvoir des nationalistes afrikaners en 1948 et l'expulsion des populations de couleur à la périphérie des villes, les historiens ont contribué, à leur manière, à une sorte de mythologie de l'apartheid urbain. Ont ainsi été encensées les townships qui avaient miraculeusement survécu aux bulldozers ou qui, au contraire, avaient été rasées parce que trop proches de la ville blanche. Dans la première catégorie, on a trouvé des quartiers comme Alexandra, à Johannesburg, et Clermont, à Durban, où les Noirs avaient, exceptionnellement, pu être propriétaires de leur logement, ce qui leur avait permis de développer des liens de voisinage solides et de ce fait un fort contrôle sur les déviants. District 6 au Cap, Sophiatown à Johannesburg et Cato Manor à Durban ont fait partie, eux, de la deuxième catégorie, celle des quartiers héroïques et martyrs, détruits dans les années 1950 et 1960³.

Les monographies de ces sites ont souligné la dislocation sociale que provoqua à chaque fois le grand chantier de l'apartheid, opposant la vie "conviviale" des vieilles townships africaines à la dureté des nouvelles banlieues. Bâtie à partir de 1931 sur des terrains appartenant initialement à une société missionnaire, Clermont, par exemple, n'avait rien à voir avec la township adjacente de KwaDakeba, créée dans la deuxième moitié des années 1970 pour reloger les squatters refoulés du centre-ville de Durban. La première offrait des paysages et des styles de construction variés, qui

¹ Le phénomène n'est pas propre à l'Afrique du Sud. D. Bigo dénonce ainsi l'arbitraire des analyses ne reposant que sur des aires de pertinence culturelle, quitte à séparer le monde musulman et le sous-continent indien de l'Afrique subsaharienne, de l'Amérique latine ou de l'Extrême-Orient. On ne peut, dit-il, "véritablement distinguer des zones réservées aux manifestations et des zones dans lesquelles les émeutes seraient plus fréquentes que dans d'autres lieux... L'Europe occidentale serait-elle épargnée en ne connaissant plus qu'une forme manifestante euphémisant la violence ?" Cf. Bigo, Didier [1992] : "Contestation populaire et émeutes urbaines. Les jeux du politique et de la transnationalité", *Cultures et Conflits* n° 5, p. 15..

² Wardrop, Joan [1998] : "Soweto, Syndicates, and *Doing Business*", in Rotberg, Robert I. & Mills, Greg (ed) : *War and peace in Southern Africa : crime, drugs, armies, and trade*, Washington, pp. 45-63.

³ Freund, B. [1999] : "Economie et ville d'apartheid", in Gervais-Lambony, Ph., Jaglin, S. & Mabin, A. (éd.) : *La question urbaine en Afrique australe : perspectives de recherches*, Paris, p. 42.

reflétaient un sens développé de la propriété, tandis que la seconde proposait un habitat uniforme, ennuyeux, qui ne favorisa pas le sentiment d'appartenance communautaire. De même, District 6 et Sophiatown étaient densément peuplés, avec des bâtiments de faible hauteur. Leurs multiples activités commerciales et résidentielles avaient été un facteur de cohésion sociale qui disparut lorsque les habitants furent relogés manu militari à Soweto.

District 6 est un cas célèbre¹. En 1912, un siècle après sa création, ce fief du prolétariat métis comptait déjà 30 000 habitants, soit le quart de la population du Cap. Les tenants de l'apartheid s'inquiétèrent de sa position au centre de l'agglomération. Après diverses tentatives, le quartier fut déclaré "zone blanche" en 1966. Les propriétaires furent obligés de revendre leurs terrains à l'Etat, et les destructions commencèrent. La population fut déménagée aux Cape Flats, une banlieue aujourd'hui réputée pour ses gangsters.

Indéniablement, l'expulsion des populations de couleur dans des banlieues lointaines a, d'une manière générale, aggravé les effets du déracinement et de la dislocation du contrôle social en milieu urbain, précipitant le relâchement de la morale publique et les phénomènes de délinquance juvénile.

Pour autant, l'explosion du banditisme armé ne peut pas être imputée seulement à l'apartheid. La criminalité a aussi été alimentée par une intense contrebande d'armes (au Mozambique, les belligérants ont liquidé leurs surplus au sortir de la guerre civile). La mentalité pionnière de la minorité blanche, favorable au système de libre vente des armes, n'y a pas non plus été pour rien. Les partisans de l'autodéfense ont ainsi bloqué des lois qui, à l'instar des Etats-Unis, auraient permis de retarder de cinq jours ouvrables les ventes d'armes à des particuliers, le temps de vérifier les antécédents judiciaires d'un client. L'Afrique du Sud est devenue un vaste arsenal, où la facilité à se procurer des armes a largement contribué à la criminalité.

Rétrospectivement, il faut dépasser les oppositions raciales pour comprendre le gangstérisme et la violence armée à l'aune des clivages ayant divisé les citadins noirs². A Johannesburg, la township d'Alexandra a ainsi sombré dans une folie meurtrière à cause des divergences d'intérêts entre locataires et propriétaires, occupants des bidonvilles et habitants des zones formelles, citoyens sud-africains et immigrants mozambicains, xhosa et zoulou³. Au nord de Durban, les gigantesques bidonvilles d>Inanda ont pareillement connu des tensions sanglantes entre Pondo et Zoulou, Indiens et Africains, jeunes et anciens, propriétaires et locataires, occupants de maisons en dur ou de cabanes⁴... Au sud de la grande ville, la township de Lamontville n'a pas été non plus épargnée par de telles disputes, comme en témoigne la toponymie de son noyau initial : Engxabana, qui signifie "la querelle". La township s'est développée en strates successives, du quartier des "riches", Ezigwilini, à celui des criminels "en fuite", Gijima. La composition du *Native Advisory Board* de Lamontville, inauguré en 1936, a bien reflété cette diversité : s'y sont opposés le Parti de la "Meule Rouge", qui représentait les analphabètes, et le Parti du "Cuir", qui était issu des milieux éduqués⁵.

Paradoxalement, c'est plutôt le durcissement de l'apartheid qui a rassemblé les habitants en faisant l'unanimité contre lui. De la même façon que les émeutes anti-indiennes de 1949 avaient relégué au second plan les rivalités commerciales de la bourgeoisie africaine, une hausse des loyers, en 1982, et la menace d'une incorporation dans le homeland du KwaZulu, en 1984, ont obligé les occupants de Lamontville à faire front contre le *Port Natal Administration Board*, une institution établie en 1971 afin de gérer la périphérie de Durban. La mobilisation de la population a été l'occasion de réinvestir le champ politique local, délaissé depuis que l'*Urban Bantu Council* de

¹ Marks, Rafael & Bezzoli, Marco [2000] : "The Urbanism of District Six, Cape Town", in Anderson, David & Rathbone, Richard (éd.), *Africa's Urban Past*, Londres, pp. 262-82.

² Kynoch, Gary [juil. 1999] : "From the Ninevites to the Hard Living Gangs : Tonwhip Gangsters and Urban Violence in Twentieth-century South Africa", *African Studies* vol. 58, n°1, pp.55-85.

³ Montclos (de), M.-A. [1999] : "La violence urbaine à Johannesburg et à Durban, de la révolte du ghetto à la criminalité", in Onana, J.-B. (éd.) : *Questions urbaines en Afrique du Sud*, Paris, pp. 195-299.

⁴ Hugues, Heather [1996] : "The City Closes In : The Incorporation of Inanda Into Metropolitan Durban", in Maylam, Paul & Edwards, Iain (éd.) : *The People's City : African Life in Twentieth-Century Durban*, Pietermaritzburg, p. 307.

⁵ Kuper, Leo [1965] : *An African bourgeoisie : race, class, and politics in South Africa*, New Haven, pp. 336-337.

Ningizimu, "UBC", rebaptisé *Useless Boys Club* (le "Club des garçons inutiles" !), avait relayé le *Native Advisory Board* de Lamontville en 1961.

La complexité de la société urbaine en Afrique du Sud nous oblige finalement à dépasser les analyses trop simplistes de l'affrontement racial, de la lutte des classes ou des effets de la ségrégation spatiale. Les manifestations de la violence politique ou criminelle ne peuvent pas être toutes mises sur le compte du système d'apartheid. Il s'avère nécessaire de ramener l'héritage colonial du pays à sa juste dimension. L'Afrique du Sud n'est pas le seul Etat à avoir connu des formes de ségrégation raciale en ville. En réalité, la politique de développement séparé des races a été l'aboutissement d'une logique ségrégationniste qui imprégnait tout le continent à l'époque coloniale, où les réglementations sanitaires comme les normes de construction aboutirent, ouvertement ou non, à une ségrégation sociale et, de droit ou de fait, raciale. L'Afrique du Sud n'a donc été qu'une tentative de ségrégation poussée jusqu'à l'absurde. Le pays a surtout dévié du schéma en vigueur sur le reste du continent à cause de la permanence de son peuplement blanc et de l'institutionnalisation du racisme, qui ont fait que la ségrégation y a été beaucoup plus développée et plus durable qu'ailleurs.

La normalisation de l'Afrique du Sud post-apartheid plaide en faveur d'une réinsertion de son champ historique dans un cadre plus global, qui prenne en compte les autres expériences coloniales du continent. Il ne s'agit évidemment pas de réhabiliter le système d'apartheid, mais d'en comprendre la genèse et les conséquences, autrement dit, d'aider à en décrypter la singularité. La libération de l'Afrique du Sud a ainsi suscité des débats qui comptent parmi les plus intenses, les plus stimulants et les plus riches du continent. Ils peuvent aussi nous faire réfléchir sur les conséquences, ailleurs, de toutes les pratiques de ségrégation sociale urbaine, et sur leurs effets en termes de rupture du lien social, de marginalisation et de production de délinquance.

Bibliographie

- ADAM Heribert [juin 1983] : "Outside Influence on South Africa : Afrikanerdom in Disarray", *Journal of Modern African Studies* vol. 21, n° 2, pp. 235-252.
- ADAM Heribert & GILMEE Hermann [1979] : *Ethnic Power Mobilized : Can South Africa Change ?* New Haven, Yale University Press.
- BANTON Michael [1983] : *Racial and Ethnic Competition*, Cambridge University Press, 434 p.
- BIGO Didier [1992] : "Contestation populaire et émeutes urbaines. Les jeux du politique et de la transnationalité", *Cultures et Conflits* n° 5, p. 15.
- BOUILLON Antoine [1998] : "Les défis de Thabo Mbeki", *Politique internationale* n° 79.
- BRYANT A. T. [1949] : *The Zulu People as They Were Before the White Man Came*, Pietermaritzburg, Shuter & Shooter.
- BEKKER Simon (éd.) [1992] : "Capturing the event. Conflict Trends in the Natal region, 1986-1992", *Indicator South Africa*, n° spécial.
- COLE D. T. [1953] "Fanagalo and the Bantu Languages in South Africa", *African Studies* vol. 12, n° 1, pp. 1-9.
- COQUEREL Paul [1989] : "Les Zulu dans l'Afrique du Sud contemporaine : ethnicité et lutte de libération", in CHRETIEN J.-P. & PRUNIER G. (éd.) : *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, pp. 417-25.
- DARBON Dominique [1987] : *Afrique du Sud, la fin des certitudes*, Talence, CEAN, Trav. et Doc. n° 13.
- FREUND B. [1999] : "Economie et ville d'apartheid", in GERVAIS-LAMBONY Ph., JAGLIN S. & MABIN A. (éd.) : *La question urbaine en Afrique australe : perspectives de recherches*, Paris, Karthala-IFAS, p. 42.
- GINSBERG Anthony [1998] : *South's Africa Future : From Crisis to Prosperity*, Londres, McMillan.
- GLASER Clive [2000] : *Bo-Tsotsi : the youth gangs of Soweto, 1935-1976*, Oxford, J. Currey-Heinemann.
- GOODHEW David [1993] : "The People's Police-Force : Communal Policing Initiatives in the Western Areas of Johannesburg, circa 1930-62", *Journal of Southern African Studies* vol. 19, n° 3, p. 469.
- HAW Mark [1996] : "South Africa : crime in transition", *Terrorism and Political Violence* vol. 8, 4, p. 173.
- HOBSBAWM E. J. [1972] : *Les bandits*, Paris, Maspero.

- HUGHES Heather [1996] : "The City Closes In : The Incorporation of Inanda Into Metropolitan Durban", in Maylam, Paul & Edwards, Iain (éd.), *The People's City: African Life in Twentieth-Century Durban*, Pietermaritzburg, University of Natal Press.
- JOHNS Sheridan & DAVIS Hunt (éd.) [1991] : *Mandela, Tambo, and the African National Congress : the struggle against apartheid, 1948-1990, a documentary survey*, New York, Oxford University Press.
- JOHNSON R.W. & SCHLEMMER L. (éd.) [1996] : *Launching Democracy in South Africa : The First Open Election, April 1994*. New Haven, Yale University Press.
- KARIS Thomas et al. [1972-1997] : *From protest to challenge : a documentary history of African politics in South Africa, 1882-1990*. Stanford, Hoover Institution Press, 5 vol.
- KUPER Leo [1965] : *An African bourgeoisie : race, class, and politics in South Africa*, New Haven, Yale University Press, pp. 336-337.
- KYNOCH Gary [juil. 1999] : "From the Ninevites to the Hard Living Gangs : Tonwhip Gangsters and Urban Violence in Twentieth-century South Africa", *African Studies* vol. 58, n° 1, pp. 55-85.
- KYNOC Gary [2000] : "Politics and Violence in the "Russian Zone" : Conflict in Newclare South, 1950-57", *Journal of African History* vol. 41, n° 2, pp. 267-290.
- LAUER Robert [1989] : *Social Problems and the Quality of Life*, Dubuque, Brown Publishers.
- MARKS Rafael & BEZZOLI Marco [2000] : "The Urbanism of District Six, Cape Town", in ANDERSON David & RATHBONE Richard (éd.), *Africa's Urban Past*, Londres, James Currey, pp. 262-82.
- MATHEWS M. L., HEYMANN Ph. B. & MATHEWS A. S. (éd.) [1993] : *Policing the conflict in South Africa*, Gainesville, University Press of Florida, 225 p.
- MIDGLEY Rob & WOOD Geoffrey [automne 1996] : "Community Policing in Transition : Attitudes and Perceptions from South Africa's Eastern Cape Province", *Low Intensity Conflict & Law Enforcement* vol. 5, n° 2, pp. 165-181.
- MONTCLOS (de) M.-A. [1999] : "La violence urbaine à Johannesburg et à Durban, de la révolte du ghetto à la criminalité", in Onana, J.-B. (éd.), *Questions urbaines en Afrique du Sud*. Paris, L'Harmattan, pp. 195-299.
- PINNOCK Don [1984] : "From Argie boys to skolly gangsters : the lumpenproletariat challenge of the street-corner armies in District 6, 1900-1951", in Saunders Christopher et al. (éd.) [1983-84 : *Studies in the history of Cape Town*, University of Cape Town, Centre for African Studies, 5 vol., vol. 3, pp. 131-174.
- PINNOCK Don [1992] : "Blueprints of a garrison city", in James, W.G. & Simons, M. (éd.), *Class, Caste, and Colour : A Social and Economic History of the South African Western Cape*, New Brunswick, pp. 150-168.
- PONS Sophie [2000] : *Apartheid, l'aveu et le pardon*. Paris, Bayard, 210 p.
- REYNOLDS P. [1989] : *Childhood in Crossroads : cognition and society in South Africa*, Le Cap, David Philip.
- SCHÄRF, Wilfried, SABAN Gaironesa & HAUCK Maria [2001] : "Local communities and crime : two experiences in partnership policing", in STEINBERGJ onny (éd.), *Crime Wawe. The South African underworld and its foes*, Johannesburg, Wits University Press.
- SCHLEMMER Lawrence [2001] : *Race Relations and Racism in Everyday Life*, Johannesburg, SAIRR.
- SWART J. M. [1989] : *Malunde : the street children of Hillbrow*, Johannesburg, University of Witwatersrand Press.
- TORR Louise [1996] : "Lamontville, a History, 1930-60", in MAYLAM Paul & EDWARDS Iain (éd.) : *The People's City: African Life in Twentieth-Century Durban*, Pietermaritzburg, University of Natal Press, pp. 245-73.
- WARDROP Joan [1998] : "Soweto, Syndicates, and *Doing Business*", in ROTBERG Robert I. & MILLS Greg (éd.) : *War and peace in Southern Africa : crime, drugs, armies, and trade*, Washington, Brookings Institution Press, pp. 45-63.
- WEITZER R. [1991] : "Elite Conflicts Over Policing in South Africa, 1980-90", *Policing & society* vol. 1, 4.
- WILSON Monica & THOMPSON Leonard [1971] : *The Oxford History of South Africa*, Londres, Oxford University Press, vol. 2, p. 470-471.

Résumé du débat

Malgré ses spécificités, la violence en Afrique du Sud n'est pas différente par nature de celle qui sévit dans les autres métropoles africaines : ce n'est qu'une différence de degré, et l'on voit émerger des problèmes qui existent ailleurs, comme la montée de l'intégrisme islamique.

Toutefois, actuellement, la police n'y est pas discréditée comme, par exemple, au Nigeria, où, de ce fait, ce sont les vigiles qui exécutent les voleurs, à la demande de la population, qui n'a aucune confiance dans les institutions judiciaires. Les policiers du South Africa Police Service (bien que leur métier soit dangereux et mal payé) sont perçus par la population comme légitimes, et leurs rapports se sont beaucoup améliorés depuis l'époque de l'apartheid, quand ils étaient au seul service de la protection des communautés blanches. Les townships étaient autrefois complètement livrées à elles-mêmes : maintenant, la police est beaucoup plus présente, et la criminalité y est désormais enregistrée avec sérieux - ce qui a eu pour effet d'en faire grimper les statistiques.

Les habitants des townships avaient pris l'habitude de la justice populaire la plus brutale ; ils ne comprennent pas bien que, maintenant, les policiers veuillent respecter la Loi et les droits de la défense quand un voleur est arrêté, au lieu de le tuer sur place. Avant de condamner un accusé, les tribunaux exigent des preuves de sa culpabilité ; il y a donc beaucoup de relaxes, ce qui paraît du laxisme aux yeux de la population. La peine de mort a été abolie contre l'avis de l'opinion publique.

Cependant, les prisons restent surpeuplées (mais il n'y a plus de mineurs incarcérés avec les délinquants adultes). Elles sont empoisonnées par des gangs très violents (les "28's", les "38's", les "Ninevites", les "Air Force" - ceux-ci spécialisés dans l'organisation des évasions).

Seule une petite partie des "*com-tsotsis*", ces jeunes voyous qui participaient à la lutte armée contre l'apartheid, a pu bénéficier des programmes de réinsertion (recrutement dans l'armée ou la police, quelques formations professionnelles...). La majorité d'entre eux sont restés gangsters, maintenant adultes, et fort dangereux. Ils protègent moins qu'autrefois le quartier où ils résident. Seuls les plus "professionnels" le font, car ils ont besoin d'y avoir de la tranquillité pour leurs affaires.

Il n'y a guère de femmes dans les gangs, sauf comme complices pour espionner ou faire le guet. Par contre, les femmes sont les premières victimes de la violence : l'Afrique du Sud détient le record mondial des viols (il est vrai qu'ils y sont sans doute mieux répertoriés qu'ailleurs).

La drogue est surtout le cannabis, cultivé massivement dans les pays xhosa et pondo, au Sud-Est du pays. Il y a aussi beaucoup de Mandrax, un barbiturique importé d'Inde. Les drogues dures, naguère rares, sont en plein essor depuis l'ouverture des frontières.

Il y a eu, dans les années 1930 et 40, une pègre blanche. En favorisant méthodiquement les Blancs dans tous les domaines, et d'abord celui de l'intégration par le travail, le régime de l'apartheid avait pu résorber ses propres marginaux. De nos jours, le nombre des chômeurs blancs s'accroît. Certains se mettent au service des passeurs de drogue. Il semble qu'un "milieu" blanc est en voie de constitution, notamment pour tenir le trafic d'ectazy dans les boîtes de nuit, en particulier dans les régions touristiques.

Quels sont les relations entre enfants de la rue et jeunes gangsters ? Il est certain que ces derniers servent de modèles aux premiers, mais c'est là une question qui demeure à étudier.